

Maurice de Verbizier dans l'ombre de son frère Gaston



Maurice de Verbizier de Saint-Paul fut maire de Fabas et œuvra pour sa commune, comme sur ce document qui retrace la construction du bureau de poste. DDM

[Vie locale, Ariège](#)

Publié le 08/11/2009 à 10:23

La Dépêche du Midi

On a pu suivre dans nos colonnes le parcours important, sous le second Empire, du baron Gaston de Verbizier de Saint-Paul. Cette trajectoire du cadet occulta grandement, une fois n'est pas coutume, celle de l'aîné, qui pourtant partageait également les convictions de son frère, Maurice.

Le père, Paul, avait été un grand et brave militaire, s'illustrant sur les champs de bataille de l'Empire, le premier celui-là, et par sa mère coulait dans ses veines le noble sang de l'antique maison des comtes de Foix. Avec un tel pedigree, notre jeune baron avait, semble-t-il, de grandes prédispositions pour la chose des armes et, tout naturellement, il s'y dirige dès son plus jeune âge.

A 23 ans, notre Couserannais est entré à la prestigieuse Ecole militaire de Saint-Cyr mais se voit propulsé à la tête d'une actualité peu usitée dans ce style d'établissement. Sous le règne de Louis-Philippe, on ne peut dire que cet établissement peut s'apparenter à un camp de vacances et pour former l'élite future de l'armée française, les cadres n'hésitent pas à traiter les impétrants à la dure. Les brimades sont alors leur lot quotidien, parfois à la limite du supportable et Maurice de Verbizier ne les goûte que peu, tout comme bon nombre de ses condisciples. En 1840, la Fronde gronde dans l'école et, simple soldat, il en prend la tête pour protester contre les méthodes en vigueur. La sanction est immédiate : voilà notre compatriote renvoyé dans ses foyers, sans autre forme de procès.

Jeune époux de Mathilde de Vidalat Tornier, notre baron est cependant un entêté. Il n'entend pas demeurer sur un échec et parvient, en se représentant au concours d'entrée, à être à nouveau accepté à Saint-Cyr. Par bravade ou parce que l'on lui mène la vie difficile, il démissionne cependant quelque temps plus tard. A l'aube de la République, la seconde de notre histoire, il tente vainement de devenir député (1848) et rallie, par tradition familiale pourrait-on dire, la longue cohorte des bonapartistes, dans le sillage de son frère cadet, faisant ainsi perdurer la coutume initiée par leur père. Ses prises de positions, l'ascension aussi de ce frère qui se fraie un chemin dans les arcanes des ministères lui permettent, soutenu par le pouvoir en place, d'occuper le poste de maire de Fabas puis de représenter le canton de Sainte-Croix-Volvestre au conseil général.

Après ses déboires militaires, il s'est orienté vers le droit et la faveur impériale lui octroie le poste important de vice-président du tribunal de Foix, agrémenté pour orner son hermine de la croix de la Légion d'honneur. Cette incursion en politique est cependant de courte durée.

Quatre ans plus tard, il quitte l'Ariège pour le Tarn-et-Garonne, département dans lequel il a été nommé trésorier-payeur général, une belle sinécure lucrative à cette époque. Il démissionne alors du conseil général, cédant son siège à son compatriote et cousin, le vicomte Henri de Foix Fabas.

Il joue dès lors un rôle terne, ne faisant guère plus parler de lui et, une fois l'Empire englouti dans la naissance de l'Allemagne, demeure à Montauban où il meurt quelques années plus tard, en 1875.